



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Diagnostic amiante et plomb avant travaux dans le
cadre de la rénovation de la cité administrative de
Melun (77)

Table des matières

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 1.1 – OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 1.2 – POUVOIR ADJUDICATEUR ET MAÎTRE D'OUVRAGE.....	4
ARTICLE 1.3 – TYPE ET FORME DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
ARTICLE 2.1 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
ARTICLE 2.2 – ENGAGEMENTS UNILATÉRAUX.....	6
ARTICLE 3 – INTERVENANTS.....	7
ARTICLE 3.1 – COTRAITANCE.....	7
ARTICLE 3.2 – SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	7
ARTICLE 4.1 – DURÉE DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 4.2 – DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	7
ARTICLE 5 – PRIX.....	8
ARTICLE 5.1 – CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	8
ARTICLE 5.2 – MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 6 - DÉROULEMENT DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 6.1 - ÉQUIPE DÉDIÉE A L'EXÉCUTION DES MISSIONS.....	8
ARTICLE 6.2 - TRANSMISSION DES LIVRABLES.....	9
ARTICLE 6.3 - MODIFICATIONS TECHNIQUES.....	9
ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ.....	10
ARTICLE 8 - PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	10
ARTICLE 9 – GARANTIES FINANCIÈRES.....	10
ARTICLE 10 – AVANCE.....	10
ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	10
ARTICLE 11.1 – REGLEMENT DES COMPTES.....	10
ARTICLE 11.2 – PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	10
ARTICLE 11.3 – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	11
ARTICLE 11.4 – PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	11
ARTICLE 11.5 – PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	11
ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE 13 - DROIT DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	12

ARTICLE 14 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 14.1 - VÉRIFICATIONS.....	13
ARTICLE 14.2 - DÉCISION APRÈS VÉRIFICATION.....	13
ARTICLE 15 – PÉNALITÉS.....	13
ARTICLE 15.1 – PENALITES DE RETARD.....	13
ARTICLE 15.2 – PÉNALITÉS POUR TRAVAIL DISSIMULE.....	14
ARTICLE 15.3 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	14
ARTICLE 16 – ASSURANCES.....	14
ARTICLE 17 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 17.1 – CONDITIONS DE RÉSILIATION.....	14
ARTICLE 17.2 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	15
ARTICLE 18 – RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	15
ARTICLE 19 – DÉROGATIONS.....	15

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ

ARTICLE 1.1 – OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la réalisation d'un diagnostic amiante et plomb avant travaux dans le cadre de la rénovation de la cité administrative de Melun (77).

Le présent marché a pour objet de réaliser l'ensemble des repérages et diagnostics permettant au maître d'ouvrage de réaliser ses obligations en matière d'évaluation des risques professionnels et dans la définition des principes généraux de prévention conformément aux attentes de l'article L4531-1 du code du travail.

Au regard de la date de construction du bâtiment, les missions du Titulaire consisteront à effectuer des repérages amiante et plomb de tous les composants de construction impactés par les futurs travaux.

Conformément aux attentes réglementaires, le Titulaire devra atteindre une visite de la totalité des locaux et parties d'ouvrage impactés par les travaux, en tant de phases que rendues nécessaires en faisant face aux contraintes notamment pour les parties à accès limité.

Lieu d'exécution des prestations est le suivant :

**Cité administrative de Melun
20 Quai Hippolyte Rossignol
77000 Melun**

ARTICLE 1.2 – POUVOIR ADJUDICATEUR ET MAÎTRE D'OUVRAGE

Pouvoir adjudicateur :

Le pouvoir adjudicateur est Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, représenté par Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture.

Son adresse est : Préfecture de Seine-et-Marne – 12 rue des Saint-Pères 77000 MELUN

Maître d'ouvrage : Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, représenté par Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture.

ARTICLE 1.3 – TYPE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché objet de la présente consultation est un marché conclu à prix mixte, comportant une partie à prix global et forfaitaire, et une partie à bons de commandes sur bordereau de prix unitaires.

Il se décompose en :

- Des prestations de base et faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire.
- Des prestations, commandées ou non en fonction des besoins par l'émission de bons de commandes au sens des dispositions des articles L.2125-1 1°, R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique et traitées à prix unitaires.

Le détail des missions est précisé à l'article 9.2 du CCTP.

Les prestations suivantes entrent dans les prestations **incluses dans le prix global et forfaitaire** :

- **Diagnostic amiante**

Phase préparatoire

Préparation selon les termes du CCTP : Analyse des repérages antérieurs, Intégration des résultats des rapports antérieurs sur ses fonds de plan avant intervention, transmission du mode opératoire d'intervention en sous-section 4, proposition d'un planning d'intervention, obtenir les accès sur site et/ou les contacts pouvant les transmettre, plan de prévention, obtenir la validation des moyens de réfection auprès du MO.

Fourniture du matériel pour les prélèvements avec sondages destructifs (burineur, scie sabre,

CCAP – Cahier des Clauses Administratives Particulières

2024-SGCD77-11-Renov_cite_03

carroteuse,etc...) et fourniture des moyens de protections individuelles et collectives relatifs au risque d'émission de fibres d'amiante.

Fourniture des moyens d'accès nécessaires aux investigations exhaustives en intérieur

Fourniture des moyens d'accès nécessaires aux investigations exhaustives des façades

Phase d'exécution

Visites pour réalisation du repérage y compris inspection visuelle, sondages destructifs et prélèvements.

Visite dédiée au récolement avec réalisation de prélèvements complémentaires nécessaires pour affinage des ZPSO.

Remise en état de l'étanchéité après sondages d'enveloppe extérieure des bâtiments

Remise en état des éléments investigués suite aux sondages et prélèvements

Phase Livrables

Rédaction du rapport de repérage, y compris cartographies précises répondant aux exigences du CCTP. Fourniture d'un document Excel regroupant les tableaux de conclusions du repérage.

Visite de présentation des résultats au MO.

Intégration des remarques de l'AMO et MO dans le rapport

Mise à jour du DTA avec évaluation des états de conservation

➤ Diagnostic plomb

Phase d'exécution

Mesure par appareil portable à fluorescence X

Rapport de diagnostic plomb avant démolition sur le site, Fourniture d'un document Excel reprenant l'ensemble des mesures du repérage.

Intégration des remarques de l'AMO et MO dans le rapport

Les prestations suivantes entrent dans les prestations **pouvant donner lieu à l'émission de bons de commande selon les besoins du Maître d'Ouvrage** :

➤ Diagnostic amiante

Analyses de matériaux réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC (analyses multicouches) :

Analyse META à l'unité (MOLP inclus si réalisé)

Prélèvement spécifique et analyse META sur enrobés à l'unité

Prélèvement spécifique et analyse HAP/HCT sur enrobés à l'unité

Analyse META à l'unité délais URGENT (48h maximum) (MOLP inclus si réalisé)

Mesures d'empoussièrement suite à intervention en milieu intérieur

Déplacement pour mise en place de pompes

Prix par pompe y compris analyse (mesure sur 8h)

Prix par pompe y compris analyse (mesure sur 24h)

Accompagnement

Électricien

Étancheur

Façadier

Nacelle avec chauffeur

Supplément pour intervention le week-end

Supplément intervention en week-end

Réunion

Visite complémentaire à la demande du MO

Réunion complémentaire à la demande du MO (2 heures)

CCAP – Cahier des Clauses Administratives Particulières

2024-SGCD77-11-Renov_cite_03

➤ Diagnostic plomb

Analyses

Prélèvement et analyse lingette pour contamination surfacique plomb

Analyse pour recherche de la fraction acido-soluble de plomb (en cas d'impossibilité de statuer après mesure in situ au pistolet à Fluorescence X)

Supplément pour intervention le week end

Supplément intervention en week-end

Réunion

Visite complémentaire à la demande du MO

Réunion complémentaire à la demande du MO (2 heures)

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

ARTICLE 2.1 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
 - Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
 - Le cas échéant, déclarations de sous-traitance (DC4)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes techniques ;
- Le mémoire technique justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.

2. Pièces générales :

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) correspondant à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles est applicable au présent marché.

En outre, bien que n'étant pas annexés au présent marché, en font partie intégrante les textes législatifs et réglementaires qui s'imposent aux parties.

Par ailleurs, les prestations devront répondre à toutes les règles d'hygiène et de sécurité.

En cas d'infraction aux instructions, lois, règlements, etc., le titulaire en supportera seul les conséquences, notamment les pénalités ou amendes, ou dommages-intérêts éventuels, et s'engage en tant que de besoin à en relever indemne le pouvoir adjudicateur pour le cas où de telles sanctions ou condamnations lui seraient appliquées ou prononcées à son encontre.

ARTICLE 2.2 – ENGAGEMENTS UNILATÉRAUX

Les documents remis par le candidat retenu à l'appui de sa proposition constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, qui pourra à tout moment en exiger le respect. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux, ils ne confèrent pas de droits au titulaire, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation.

Ces engagements unilatéraux sont notamment les suivants :

- Les réponses aux questions du pouvoir adjudicateur lors de l'analyse des propositions ;
- Les documents joints à l'appui de l'offre.

CCAP – Cahier des Clauses Administratives Particulières

2024-SGCD77-11-Renov_cite_03

ARTICLE 3 – INTERVENANTS

ARTICLE 3.1 – COTRAITANCE

En cas de groupement, ce dernier devra prendre la forme, pour l'exécution du marché, soit d'un groupement solidaire, soit d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Dans tous les cas, un mandataire devra être désigné. Il aura en charge les relations avec le pouvoir adjudicateur et la société lui ayant donné mandat, ainsi que de la coordination entre les différents membres du groupement.

ARTICLE 3.2 – SOUS-TRAITANCE

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

ARTICLE 4.1 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à compter de la date de notification du marché, pour une durée prévisionnelle de 12 mois.

ARTICLE 4.2 – DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le marché s'exécute à compter de la réception de l'ordre de service. Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date y étant expressément fixée.

Les délais d'exécution sont mentionnés à l'article 9.7 du CCTP, et rappelés ci-dessous.

Le titulaire s'engage sur les délais qu'il aura proposés dans son mémoire technique, dès lors qu'ils sont plus courts que ceux mentionnés ci-dessous.

9.7.1 Repérage amiante / plomb

Tâche	Délai maximum	A compter de
Préparation de la mission selon article 4.1 du CCTP	5 jours ouvrés	Réception de l'OS de démarrage
Enclenchement du repérage sur site	5 jours ouvrés	Réception de l'OS de démarrage
Remise des rapports de repérage amiante et plomb	20 jours ouvrés	Enclenchement du repérage sur site
Pose des pompes META	Immédiatement	Le cas échéant (prestation à bon de commande), immédiatement à la suite des investigations réalisées en intérieur.
Remise des résultats d'analyse	72 heures maximum	Pose de la pompe (soit 48 h après récupération de la pompe pour les mesures 24h).

ARTICLE 5 – PRIX

ARTICLE 5.1 – CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Le présent marché est constitué d'un prix global et forfaitaire et d'éventuels bons de commande pour les prestations, commandées ou non en fonction des besoins, à prix unitaires.

CCAP – Cahier des Clauses Administratives Particulières

2024-SGCD77-11-Renov_cite_03

Le montant maximum des prestations faisant l'objet de bons de commandes pour toute la durée du marché est fixé à 75.000 € HT. Les prix des prestations comprennent tous les frais techniques, toutes les taxes et les frais tels que déplacements, repas et hébergement. Tous les frais autres et annexes à la réalisation des présentes prestations sont à la charge exclusive du titulaire.

ARTICLE 5.2 – MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX

Les prix du marché ne sont pas révisables et sont fermes pour toute la durée du présent marché.

ARTICLE 6 - DÉROULEMENT DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché).

ARTICLE 6.1 - ÉQUIPE DÉDIÉE A L'EXÉCUTION DES MISSIONS

Le titulaire affecte à la réalisation de la mission une équipe de spécialistes dans les domaines concernés. Le titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des intervenants affectés à son exécution. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences suffisantes et s'engage sur leur implication dans l'exécution de la mission, ainsi que les qualifications requises.

Les *curriculum vitae* des intervenants, en ce compris celui du responsable de mission, étant annexés à l'offre du titulaire, la composition de l'équipe du titulaire affectée à l'exécution de la mission est confirmée au maître d'ouvrage immédiatement après la notification du marché.

Au cas où, pendant l'exécution du marché, un ou plusieurs de ces intervenants ne seraient finalement pas ceux désignés dans l'offre, le titulaire s'engage à ce qu'ils aient un niveau de spécialisation au moins équivalent à ceux présentés au mémoire technique.

Dans ce cas, les règles suivantes s'appliquent :

- en cas d'absence prolongée de plus de 15 jours ou de départ définitif, le titulaire devra, d'une part, en aviser le maître d'ouvrage sitôt qu'il en aura la connaissance et, d'autre part, prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution de la mission ne s'en trouve pas compromise ;
- à ce titre, le titulaire devra notamment désigner un remplaçant et en communiquer le nom et le curriculum vitae au maître d'ouvrage dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent;
- le maître d'ouvrage se réserve le droit de récuser le remplaçant. A défaut de réponse dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent, l'accord du maître d'ouvrage est acquis au titulaire. Le maître d'ouvrage peut récuser le remplaçant avant l'expiration de ce délai, pour de justes motifs, exposés par écrit et notifiés au titulaire. Dans ce cas, le titulaire dispose de trois (3) jours ouvrés à compter de cette notification pour proposer, dans les mêmes conditions, un autre remplaçant au maître d'ouvrage.

A défaut, ou si ce remplaçant est également récusé dans les mêmes conditions, le marché pourra être résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs et aux frais et risques du titulaire.

En tout état de cause, le titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution de la mission ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire.

ARTICLE 6.2 - TRANSMISSION DES LIVRABLES

Les modalités de transmission des livrables ainsi que leur contenu sont précisés dans le CCTP.

ARTICLE 6.3 - MODIFICATIONS TECHNIQUES

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique sur la nature ou l'étendue des prestations ou accepter des modifications proposées par le titulaire. Lesdites modifications donneront lieu à la signature d'un avenant par les cocontractants.

ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations peuvent être soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

ARTICLE 8 - PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Chaque partie au marché est soumise au respect des règles applicable au traitement des données à caractère personnel conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI.

ARTICLE 9 – GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 10 – AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A de l'article 11.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles.

ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 11.1 – REGLEMENT DES COMPTES

Les modalités de règlement des comptes sont réalisées dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

En application de l'article 11 du CCAG-PI, les factures relatives à chaque mission ou élément seront établies et transmises par le(s) titulaire(s) à l'admission des prestations correspondantes par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11.2 – PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront présentées selon les modalités prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- La date de facturation ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier.

Facturation électronique

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le **portail de facturation Chorus Pro** :

- 1) **Préfecture de Seine-Et-Marne avec SIRET n°11000201100044**
- 2) **Code service (Code SE) : FAC7500075**

Il sera communiqué un n° d'engagement au titulaire marché, pour pouvoir déposer la facture sur Chorus.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du marché ;
- 5° La date d'exécution des services ;
- 6° Le prix hors-taxa de la prestation ;
- 7° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 8° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 9° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

ARTICLE 11.3 – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 11.4 – PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

ARTICLE 11.5 – PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

La facture ainsi émise comporte les informations demandées à l'article 11.2 du CCAP complétées des références de l'agrément du sous-traitant et du montant total des prestations sous-traitées.

ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE DES PRESTATIONS

La sous-traitance totale de l'exécution du présent marché est interdite.

Par ailleurs, conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire peut, dans les conditions rappelées ci-dessous, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique, en vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur :

- Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition :
 - Une déclaration mentionnant :
 - La nature des prestations sous-traitées ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance et le cas échéant les modalités de variation des prix ; étant précisé que le pouvoir adjudicateur procède au paiement direct du sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution, dès lors que le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600€ TTC ;
 - Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.
- A l'appui de la déclaration précitée, une attestation émanant du sous-traitant par laquelle il indique expressément ne pas tomber sous le coup d'une interdiction de soumissionner, est remise.

Par ailleurs, dans cette hypothèse, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

- dans le cas où la demande de sous-traitance est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements portés au 1- ci-avant : la personne responsable du marché fera part de sa position quant à l'acceptation du sous-traitant et à l'agrément de ses conditions de paiement dans un délai de vingt-un (21) jours à compter de la réception de la déclaration ; à défaut, le sous-traitant sera réputé accepté et ses conditions de paiement agréées.
- Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne responsable du marché.
- Si le titulaire a transgressé les obligations prévues au § a du présent article ou, s'il n'a pas communiqué 15 jours après la mise en demeure les renseignements requis au § a du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 13 - Résiliation ci-après ou à l'application de pénalités telles que prévues à l'article 11 ci-après.

ARTICLE 13 - DROIT DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 35.2.3 du CCAG-PI, les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 14.1 - VÉRIFICATIONS

Conformément à l'article 28 du CCAG-PI, les vérifications seront effectuées dans un délai de deux mois à compter de la date de livraison des prestations.

ARTICLE 14.2 - DÉCISION APRÈS VÉRIFICATION

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

Toutefois, par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point intégrant toutes les demandes de correction, dans un délai de sept jours.

ARTICLE 15 – PÉNALITÉS

Toutes ces pénalités seront appliquées de plein droit, sans mise en demeure préalable, cumulatives, plafonnées au montant du marché, stipulées à titre purement comminatoire, sans aucun caractère libératoire et sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels le titulaire pourrait prétendre.

Le titulaire est informé par lettre recommandée avec accusé de réception du montant des pénalités.

Les pénalités sont déduites sur le montant hors taxe de la facture.

Toutes les pénalités sont cumulables.

ARTICLE 15.1 – PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, les pénalités de retard sont plafonnées à 20% du montant hors taxe du marché (amendé des avenants éventuels).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, les pénalités sont dues dès le 1er euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, le montant des pénalités est fixé tels que définis ci-dessous :

- **Pénalité pour absence à une réunion ou à un rendez-vous** : Pour toute absence non excusée à une réunion, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **200 € HT**.
- **Pénalité pour retard dans la remise des documents** : En cas de retard constaté dans la remise d'un document demandé par le maître d'ouvrage, relativement aux dates initialement validées avec la MOA, une pénalité forfaitaire de **100€ HT par jour calendaire de retard sera appliquée**.
- **Pénalité pour incomplétude des documents**: Lorsque les prestations ne sont pas conformes aux exigences du CCTP et en l'absence de justification recevable, le maître d'ouvrage considèrera que le délai n'est pas respecté et appliquera la pénalité pour retard dans la remise de document.
- **Pénalité pour retard dans les corrections et/ou les précisions demandées** : En cas de retard dans les corrections ou les demandes de précisions faites par le maître d'ouvrage relativement aux dates initialement validées avec la MOA, une pénalité de **100 € HT par jour calendaire de retard** sera appliquée à compter de la date de remise fixée par le maître d'ouvrage.

Les samedis, dimanches et jours fériés sont pris en compte dans les pénalités applicables par jour calendaire.

ARTICLE 15.2 – PÉNALITÉS POUR TRAVAIL DISSIMULÉ

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500 € par infraction.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 15.3 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- Soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
- Soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport au bordereau des prix, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

ARTICLE 16 – ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés audit article, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 17 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

ARTICLE 17.1 – CONDITIONS DE RÉSILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation du marché, pour quelque cause que ce soit, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution en vue de l'exécution du marché.

Lorsque la résiliation du marché est prononcée en l'absence de faute du titulaire, celui-ci sera rémunéré à hauteur des prestations en cours d'exécution dont le pouvoir adjudicateur exige la remise.

Dans les cas prévus à l'article 27 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage se réserve, en outre, la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché résilié, aux frais et risques du titulaire défaillant, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations objet du marché aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques

ARTICLE 17.2 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 18 – RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal judiciaire de Melun est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 19 – DÉROGATIONS

- L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 29.2.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge aux articles 36 et 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles